

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Dettes publiques : la ministre de l'Économie et de la Relance rassure les Gabonais

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

RÉPUTÉE pour sa discrétion et sa prise de parole mesurée dans les médias, la ministre de l'Économie et de la Relance était l'invitée, le 8 juillet dernier, de l'émission " Face à vous " sur le plateau de Gabon 1ère. Interrogé sur les sujets brûlants de l'heure, le membre du gouvernement n'a érudé aucune question. Vie chère, dette, Plan d'accélération de la transformation (PAT), soutien aux PME/PMI... Autant de problématiques qui nécessitent des éclaircissements et des précisions à l'endroit de l'opinion publique, très critique envers l'équipe de Rose-Christiane Ossouka Raponda, depuis l'apparition du Covid-19. Notamment sur l'explosion du niveau de la dette publique du Gabon qui a atteint 6 426,4 milliards de FCFA au 1er trimestre 2021. Soit une hausse de 14,6 %. Selon Nicole

Jeanine Lydie Roboty-Mbou, malgré le stock relativement élevé des créances de l'État, il n'y a pas matière à céder à la panique. " L'endettement de l'État est maîtrisé. Nous avons une stratégie de gestion active de la dette annexée à la loi de finances depuis 2012. Nous faisons tout pour que le plafond d'endettement sur les trois années à venir soit réduit. Dans la stratégie, nous surveillons aussi le taux d'intérêt des emprunts et la devise dans laquelle nous nous endettons. Ainsi, la soutenabilité des emprunts est maîtrisée ", a indiqué le membre du gouvernement.

Avant de préciser: " Tous les pays de la sous-région ont dépassé le critère de convergence de 70 % fixant la limite du ratio/PIB et cela s'explique en toute logique par les effets de la crise liée à la Covid sur les économies. Le niveau d'endettement du pays est de 68 % en tenant compte de la dette conventionnée uniquement et cette dette



Nicole Jeanine Lydie Roboty-Mbou.

nous la surveillons tout particulièrement. Et à cela s'ajoute la dette appelée " dette à vue " (dette auprès de la BEAC + dette en instance au Trésor) qui explique le dépassement du seuil de 70 % ". Pour la ministre de l'Économie et de la Relance, le niveau d'endettement du Gabon n'en fait pas un mauvais élève en matière de gestion ayant perdu toute crédibilité sur les marchés financiers. " Le Gabon est performant sur les marchés sous-régional et international, car le Gabon arrive à lever les fonds tout en maîtrisant les risques. Nous avons une bonne présence sur ces marchés et c'est important

pour une économie qui veut se développer. Le Gabon emprunte tout en remboursant sa dette ", s'est-elle défendue, en se référant au récent remboursement des 98 milliards de francs de l'opération d'emprunt obligatoire réalisée en 2016.

DETTE INTÉRIEURE* S'agissant de la dette intérieure qui a fait l'objet d'un examen minutieux dans le cadre d'une Task force, la ministre a tenu à rassurer aussi bien le patronat que les PME/PMI sur l'engagement de l'État à apurer ses créances. Elle en a profité pour annoncer le règlement imminent de 90 milliards de francs au profit des entreprises.

" Sur la base du travail de vérification de la Task force sur la dette intérieure, le stock de la dette est fixé à 450 milliards FCFA dont le remboursement est programmé sur une période de 3/4 ans. En 2020, nous avons pu rembourser les montants de dette inférieurs à 70 millions FCFA et nous sommes en train de boucler une opération pour rembourser 90 milliards FCFA. Nous pouvons rassurer les opérateurs sur l'effectivité de la stratégie d'apurement de la dette intérieure ", a assuré Nicole Jeanine Lydie Roboty épouse Mbou.

Où en est le PAT?

MSM
Libreville/Gabon

SURFANT sur le premier bilan dressé par le secrétaire exécutif du Conseil national du Plan d'accélération de la transformation (PAT), Yves D. Sylvain Moussavou, la ministre est revenue sur les objectifs recherchés par les plus hautes autorités du pays.

" Nous avons mis en place le PAT qui repose sur 3 piliers pour rétablir les équilibres macroéconomiques et repenser le modèle social gabonais de telle sorte que les couches sociales les plus vulnérables soient prises en compte. Pour 2021, nous nous sommes fixé un objectif de croissance de 1,5 %, voir 2 % et, au terme de la mise en œuvre du PAT, 4 % à 5 %. Pour assurer la relance, on s'appuiera principalement sur trois secteurs hors pétrole

dont le potentiel peut être accru: mines (manganèse), industrie forestière et agriculture. Le suivi de la mise en œuvre du PAT est effectif et l'évaluation se fait sur une base trimestrielle. Ce suivi et cette évaluation s'effectuent sur la base du travail des task forces ", a indiqué le membre du gouvernement. Par ailleurs, Nicole Jeanine Lydie Roboty-Mbou a insisté sur la nécessité d'optimiser les recettes de l'État en élargissant l'assiette fiscale.

" Depuis le début de la crise, nous avons perdu 400 milliards de ressources propres. Nos services fiscaux et douaniers doivent se réinventer pour optimiser la mobilisation des recettes. L'assiette fiscale doit être élargie en allant vers l'informel et la digitalisation des services qui est enclenchée et doit nous permettre d'atteindre ces résultats ", a insisté la ministre de l'Économie et de la Relance.

Vie chère et aide aux PME

MSM
Libreville/Gabon

FACE au renchérissement inexplicable des prix des produits de consommation courante, la ministre de l'Économie a rappelé l'intérêt pour les consommateurs de dénoncer les hausses abusives des prix. Elle les a invités à utiliser tous les outils mis à leur disposition, notamment le numéro vert 8085.

La ministre a indiqué qu'une enquête de terrain conjointe avec son collègue du Commerce est menée actuellement par la DGCC et la Direction générale du commerce sur certains produits. Plusieurs opérateurs véreux pourraient ainsi se voir retirer l'agrément " lutte contre la vie chère ".

S'agissant du soutien aux PME/PMI, la ministre a annoncé qu'un fonds de garantie pour soutenir

ces entreprises est à l'étude. " Avec le ministre du Commerce, nous avons commencé à discuter avec des partenaires financiers pour voir comment mettre en place, à court terme, un fonds de garantie pour soutenir les PME. Il faut souligner que les PME en règle n'ont pas de difficultés à obtenir des financements. Les PME doivent payer leurs impôts et leurs cotisations sociales ", a-t-elle souligné.